

pris part, mais entre quelques personnes présentes à une réunion où on avait demandé au journaliste présent de s'abstenir d'en informer le public et où ce dernier avait promis de garder le silence. Je tiens ce renseignement de celui dont on a mentionné le nom hier, pendant la tentative de lire l'article. Il me semble que l'honorable député aurait dû me consulter avant d'aborder à la Chambre une question qu'il voulait rendre publique, qui n'était aucunement de mon ressort et qui avait inspiré d'une conférence secrète.

LES DENRÉES ALIMENTAIRES

PROGRAMME DE PRODUCTION POUR 1943—COMMISSION DES DENRÉES AGRICOLES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. J. G. GARDINER (ministre de l'Agriculture): Comme je ne compte pas avoir l'occasion, avant qu'il me soit probablement nécessaire de donner suite à la décision prise, de répondre à la question posée l'autre jour par l'honorable député de Qu'Appelle (M. Perley), je dois communiquer le renseignement immédiatement. Au début de la session le ministre des Finances (M. Ilsley) a fourni des explications sur le partage de l'autorité entre la commission des vivres et le ministère de l'Agriculture en matière de production.

Le programme de production de denrées alimentaires pour 1943 sera sous la direction d'une commission des denrées agricoles constituée par décret du conseil qui désignera comme membres quatre fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Cela a été fait après consultation avec la Fédération des cultivateurs du Canada. Un conseil consultatif de douze membres sera constitué. Le président de la Fédération des cultivateurs du Canada présidera le comité, un membre sera nommé par chacune des neuf provinces et les deux autres membres seront désignés par la Fédération des cultivateurs du Canada. Les décrets du conseil autorisant ce comité et cette commission ont été rendus, et dès que nous aurons des copies, j'en déposerai à la Chambre.

SÉCURITÉ SOCIALE

INSTITUTION D'UN COMITÉ SPÉCIAL CHARGÉ D'ÉTUDIER UN PLAN NATIONAL D'ASSURANCES SOCIALES.

La Chambre passe à la suite de la discussion, suspendue le mercredi 3 mars, sur la motion du très honorable M. Mackenzie King visant l'institution d'un comité spécial chargé d'étudier un plan national d'assurances sociales.

M. T. L. CHURCH (Broadview): J'ai pris la parole à six heures moins six minutes hier soir pour discuter les objectifs de la motion du premier ministre (M. Mackenzie King)

dont la Chambre est actuellement saisie. A la lecture de cette résolution, je ne puis m'empêcher de penser qu'il faut d'abord préparer le terrain et ensuite nous occuper des assurances sociales et de la conduite de la guerre. Même si, jusqu'à la campagne dans le Nord-Africain, la guerre avait pris une fort mauvaise tournure, nous nous appliquons davantage à organiser notre économie d'après-guerre. Pour ce qui est de la guerre, nous n'avons jamais été dans une situation aussi précaire et dangereuse qu'en ce moment. On croirait qu'on a oublié, au Canada, les généraux qui ont remporté les grandes victoires de l'Afrique du Nord, car il semble ne rester ici qu'un seul général, le général Beveridge, et son plan de prévoyance sociale pour la métropole.

Je le répète, dans le tourbillon des délibérations sur les préparatifs, on semble avoir oublié la guerre. L'an dernier, la Chambre a perdu quatre mois qu'elle a consacrés à la discussion de questions politiques en marge d'un referendum. C'est bien ce qui s'est passé en dépit du fait que nous n'avions remporté une victoire ni sur terre ni sur mer et que nous étions toujours sur la défensive. La discussion du bill n° 80 et le plébiscite ont fait perdre quatre mois à la Chambre. Il semble que nous soyons entrés maintenant dans une autre année où la politique primera.

Bien qu'on ne nous ait rien promis, je crois que des élections s'annoncent. L'opposition a le devoir de demander au Gouvernement, avant de voter les cinq milliards de dollars, quels sont ses objectifs en ce qui concerne la conduite de la guerre et s'il compte faire un second appel au peuple, en pleine guerre, pour des motifs d'ordre politique. Ces plans de prévoyance sociale, est-ce là tout ce qu'il fera pour gagner la guerre? J'ai reçu d'Angleterre et d'autres pays un grand nombre de lettres de nos gens qui servent leur pays sur terre, sur mer et dans les airs et qui demandent ce que nous faisons ici pour réclamer du Gouvernement qu'il prenne des mesures propres à assurer un effort de guerre total et qu'il prépare le retour des membres de l'armée. L'opinion publique dans notre pays exige des comptes non seulement du Gouvernement mais aussi de la Chambre des communes au sujet de son effort de guerre et des mesures qu'il entend prendre en vue de l'après-guerre. La Chambre a cédé ses droits à un grand nombre de commissions bureaucratiques de contrôle et de sous-contrôle et de toutes sortes de faiseurs de plans qui contrôlent pratiquement tout le commerce du pays, si bien qu'elle est devenue l'organisme oublié du Gouvernement. J'ai été presque seul depuis trois ans à protester contre cela, et voici qu'enfin la population commence à se réveiller et à apercevoir les dangers qui la menacent.